

Nous connaissons son énergie, son dynamisme et son intérêt pour les classes défavorisées de la société et, partant, nous sommes assurés que son travail extrêmement difficile sera couronné de succès et qu'il pourra relever ce très grand défi.

On pourrait nous dire: Bien sûr, n'étiez-vous pas de ceux qui proposaient que ce même ministère soit créé, mais dont le titulaire devait être le très honorable premier ministre lui-même, parce que seul le premier ministre peut assurer la coordination des efforts de chacun des ministères, en vue de réaliser l'objectif de la revalorisation des régions défavorisées et de donner à chacun de ces ministères et corporations de la Couronne une part des responsabilités dans la réalisation de cet objectif.

Je soutiens toujours la même thèse. Je crois bien que chacun conviendra qu'il y a une telle intimité, une telle communion de pensée entre le titulaire actuel de ce ministère et le très honorable premier ministre lui-même que cette même coordination, ce travail—je dirais ce jumelage d'efforts—pour arriver à mettre à contribution tous les ministères, toutes les corporations de la Couronne, puisse se faire avec harmonie et, également, assurer à l'honorable ministre responsable, dans sa tâche considérable, l'appui nécessaire à la réalisation de ses objectifs.

Je fais mienne l'opinion émise par un porte-parole du Nouveau parti démocratique, en ce sens que je m'inquiète de l'inutilité des efforts de ce même ministère, à moins qu'il n'existe une planification globale.

Plusieurs économistes, particulièrement ceux du Conseil économique du Canada, diront que même la planification, sur le plan national, est impossible, à moins que les États-Unis ne coordonnent eux aussi leurs efforts avec nous pour réaliser ces objectifs, tant est grande notre dépendance économique sur l'État voisin.

J'ose espérer qu'au cours du prochain voyage du très honorable premier ministre aux États-Unis, il pourra assurer, avec le Président des États-Unis, cette coordination indispensable de nos économies, en vue de l'amélioration de nos affaires, de notre commerce et, par conséquent, de notre statut social.

Le porte-parole du Ralliement créditiste a traité de la nécessité de ce ministère et suggérerait, en même temps, une diminution des taxes. J'ai peine à concilier ces deux théories.

Il va de soi—et je suis convaincu que l'honorable député de Lotbinière (M. Fortin) le reconnaît—que le gouvernement soutire de l'argent des contribuables pour le redistribuer, afin de rétablir l'équilibre entre les individus et les milieux par la péréquation.

Entre cette perception et cette redistribution, il n'y a pas de gonflement miraculeux de la masse monétaire pour pouvoir distribuer plus d'argent que l'on perçoit.

Si l'on parle de guerre à la pauvreté, et sans aucun doute la création de ce ministère aura pour but d'accomplir en partie cette mission, l'effort doit être global. Mais on répand souvent, dans l'opinion publique, l'idée que lorsqu'il s'agissait de faire la guerre, on a trouvé l'argent nécessaire et que lorsqu'il s'agit de la guerre à la pauvreté, on devrait aussi prendre les mêmes moyens.

• (5.30 p.m.)

Toutefois, il faudrait peut-être rappeler à l'honorable député que pour faire la guerre, et particulièrement la dernière, on a quadruplé la dette nationale, que l'impôt sur le revenu était beaucoup plus élevé que les exemptions personnelles n'étaient, pour un célibataire, que de \$660 et de \$1,200 pour une personne mariée et que l'imposition commençait au taux de 33 $\frac{1}{3}$, qu'on imposait à partir de \$5,000, presque à 100 p. 100 certaines années, à 75 p. 100 d'autres, le revenu sur le surplus des bénéficiaires, qu'il y avait contrôle des prix, etc.

Il va de soi que si l'on voulait, dans un régime démocratique, en temps de paix, prendre des mesures aussi radicales, le gouvernement aurait de la difficulté à se maintenir au pouvoir pour réaliser ses objectifs, si valables soient-ils.

Il faut cependant convenir qu'on n'y arrivera pas, dans cette guerre contre la pauvreté, sans une coordination complète de tous nos efforts. J'écoutais avec plaisir le ministre titulaire dire qu'une de ses principales tâches était d'élaborer de nouvelles structures interministérielles et d'assurer la coordination des efforts, parce que tout ministère doit s'occuper le mieux possible de ses affaires. Il peut, si loin soit-il de la planification régionale, aider énormément à soulager la misère qui règne en certains milieux.

Je pense, par exemple, au ministère de la Justice qui, en soi, n'a pas une influence économique, mais qui, en établissant une institution pénitentiaire dans une région défavorisée, peut constituer une source d'emploi pour le domaine de la construction et pour le fonctionnement de cette même institution de réhabilitation.

Et, forcément, d'autres ministères, comme ceux des Transports, des Communications, des Travaux publics, ont la possibilité d'exercer une action beaucoup plus immédiate pour influencer l'économie et aider les régions défavorisées.

A cause de la personnalité du ministre et de l'aide qu'il recevra, à cause de la compréhension du premier ministre lui-même, on